BOUIRA

Des habitants de Zouzamane ferment le siège de l'APC de M'chedallah

Encore une fois, les voix des citoyens se font entendre de la manière la plus radicale tant les problèmes posés d'une manière légale n'arrivent plus à trouver de solutions.

Ainsi en est-il des citoyens de la localité de Zouzamane, située au sud-est de la ville de M'chédallah, qui ont recouru à la fermeture du siège de l'APC pendant la journée de jeudi pour faire entendre leur voix. Pourtant, dans un passé récent, et pour prendre son destin entre ses mains, cette localité longtemps délaissée a créé une association à caractère social afin de porter ses préoccupations d'une façon civique aux autorités de la commune.

Le lundi 24 octobre, une réunion s'est tenue au niveau du siège de l'APC entre les représentants de cette association et les P/APC.

A l'issue de cette réunion, un PV a été dressé où les préoccupations de la localité étaient énumérées point par point ainsi que les réponses du P/APC. Cependant, malgré cette réunion saluée par les citoyens, les réponses du P/APC, quand bien même ce dernier s'est montré attentif à ces problèmes, étaient loin de satisfaire ni de convaincre les villageois.

Des questions claires portant sur, entre autres, le délabrement du tronçon de route reliant le chef-lieu de l'APC à Aharrache et qui passe sur près de 3 km par cette localité, délabrement dû essentiellement à l'éclatement de la conduite AEP en plusieurs endroits, ainsi que les malfaçons caractérisant les travaux déjà réalisés sur cette route, tels ces caniveaux construits au-dessus de la voie, favorisant de fait l'écoulement des eaux pluviales plus sur les routes que sur ces caniveaux ; absence de point de restauration pour les élèves de cette localité qui poursuivent leurs études au niveau du CEM situé au chef-lieu de la commune ; l'absence de gaz de ville, d'assainissement ainsi que le risque d'érosion de l'oued Assif Iwakouren et la dégradation du pont reliant ce quartier au reste des quartiers de la localité Zouzamane ; le retardement de l'opération de recasement pour les habitants du quartier Thlatha Ghir Rbaâ ; l'absence d'assainissement au niveau de certains foyers, absence d'électricité au niveau de 16 foyers depuis une vingtaine d'années, etc.

Pendant toute la journée, les représentants de la localité Zouzamane ont exposé tous ces problèmes ainsi que certains d'autres touchant parfois des cas particuliers et le P/APC a essayé de répondre à ces doléances point par point en s'engageant pour certaines opérations, en rappelant l'inscription de certaines autres et en insistant sur l'impossibilité de la commune de prendre en charge certains problèmes qui relèvent de la wilaya ou des directions de wilaya.

A l'issue de cette réunion, et voyant que la majeure partie de ces problèmes posés ne peuvent être pris en charge par l'APC de M'chedallah, les citoyens de Zouzamane ont décidé de fermer le siège de l'APC pendant la journée de jeudi en exigeant la venue du wali pour lui exposer leurs revendications. Dans l'après-midi de jeudi, le wali, qui a pris acte de cette colère citoyenne, a promis d'envoyer dès ce lundi une commission composée de tous les directeurs d'exécutif concernés par les problèmes posés afin de prendre les mesures nécessaires pour leurs prise en charge immédiate. Rendez-vous est pris pour ce lundi en présence de la députée, Mme Saoudi. Cependant, certains villageois que nous avons rencontrés vendredi souhaitent plutôt voir le wali en personne se déplacer pour constater la situation déplorable dans laquelle ils vivent. Une situation que d'autres villageois comme ceux d'Ath Yekhlef ou ceux d'Allaouche vivent d'une manière identique et qui risque de les voir réagir également avec cette manière brutale, si leurs problèmes ne sont pas pris en charge à temps.

Y. Y.

TIZI-OUZOU

Sit-in des habitants d'El-Azaïeb devant la daïra de Tigzirt

Les habitants du village El-Azaïeb, trois kilomètres de Tigzirt, le chef-lieu de leur commune, ont observé, mercredi, un sit-in devant le siège de la daïra.

Principale revendication des protestataires : le revêtement de l'unique route traversant leur village sur toute sa longueur. Les dizaines de citoyens présents à cette manifestation ont le sentiment d'être écartés de tout développement local.

Du moins, les quelques citoyens que nous avons abordés, alors qu'ils attendaient le retour des membres de leur comité de village, reçus par le chef de daïra, donnent cette impression. «Village marginalisé», «Halte au mépris» ou encore, «Où est passé notre part de développement» sont les slogans qu'on a pu lire sur une large banderole accrochée à la barrière longeant l'édifice public.

Dans une déclaration rendue publique et dont une copie a été remise à la presse, pour le comité dudit village «cette action dénonce un laisser-aller flagrant, un laxisme désespérant et le mépris provocateur des autorités locales face aux besoins les plus élémentaires de nos villageoises, villageois et nos enfants». On y lit aussi que des pistes menant aux plages ont été bitumées, les plages éclairées et plusieurs projets réalisés pour le besoin de la saison estivale, tandis qu'ils «pataugent dans la boue à la moindre pluie, avec un éclairage public insuffisant, voire inexistant dans certains quartiers, un réseau AEP défectueux et un ramassage scolaire inexistant», poursuivent les rédacteurs de la déclaration.

Contactés, les élus de l'APC ont démenti «ces allégations». Pour M. Ferhat Igilahriz, maire de Tigzirt, «nous avons fusionné avec l'APC de Mizrana les deux projets sectoriels dont nos communes ont bénéficiés pour réhabiliter le chemin communal, reliant la RN24 au CW03, une route sur le flanc gauche d'El-Azaïeb. Un avenant sur ce même marché a été accordé, ce qui nous a fait bénéficier de cette route, objet de contestation et aussi du tronçon allant jusqu'à Attouri, un hameau limitrophe d'El-Azaïeb». Toujours selon ce P/APC, l'entreprise de travaux publics Slimana, à qui le marché a été confié, a plié bagage juste après avoir réalisé le chemin communal et décapé le vieux bitume de la route du village. La DTP a été saisie, et par l'APC de Tigzirt, et par l'APW de Tizi-Ouzou, ajoute le maire de Tigzirt.

De son côté, le chef de daïra que n'avons pas sollicité, vu son refus, par le passé, de nous recevoir, aurait signifié à la délégation qu'il a reçue, «qu'il n'a pas de réponse au problème exposé.Toutefois, il ferait son possible pour faire revenir l'entreprise en charge de la réalisation du projet», selon les membres du comité du village qui nous ont fait un compte rendu de leur rencontre avec le commis de l'Etat, «le comité a aussi exposé toutes les préoccupations des villageois».

K. Bougdal

SÉNATORIALES À GUELMA

Le plus vieux parti dans la tourmente

La préparation du renouvellement partiel du Conseil de la nation, prévu à la fin du mois de décembre de cette année, met en ébullition les états-majors des partis politiques, en particulier ceux de l'alliance présidentielle.

A Guelma, les directions du RND et du MSP ont organisé des rencontres régionales, respectivement les 29 et 30 octobre, pour discuter de la stratégie et des critères de sélection de leurs futurs candidats au poste de sénateur, ce qui met en effervescence les élus du RND, qui, à chaque fois, remporte le siège de la wilaya de Guelma.

Pour le FLN, ce n'est pas le cas, la base du vieux parti est dans la tourmente. Après la démission du mouhafedh, depuis plus de trois mois, le poste est toujours vacant. Selon des militants de la base, la lenteur de la direction du parti dans l'installation du nouveau mouhafed a été le facteur révélateur de la crise que vit leur parti à Guelma. Ils sont convaincus qu'il est dans une très mauvaise passe et il serait paradoxal que le FLN, en plein bourbier, remporte ces sénatoriales. Selon nos interlocuteurs, ce branle-bas de combat pèsera lourd sur l'issue des prochaines échéances électorales. Ils espèrent que le secrétaire général du parti tranchera, pour garder les chances intactes du futur candidat du FLN aux prochaines élections partielles de la chambre haute, et mettre fin aux querelles de personnes et à la guerre des clans.

Didine Guergour

MASCARA

Sensibilisation des futurs hadjis

Ils seront 500 dans la wilaya de Mascara à effectuer le pèlerinage cette année. Jeudi dernier, dans la matinée, à la maison de la culture, ils étaient conviés à la traditionnelle rencontre de sensibilisation ayant trait aux formalités d'usage pour qu'ils puissent effectuer le pèlerinage dans les meilleures conditions possibles. Cette fois-ci, elle porta particulièrement sur les mesures préventives concernant la grippe A expliquées par des médecins. Les futurs pèlerins auront droit à une centaine de masques de protection chacun pour une utilisation quotidienne de trois.

568 logements distribués

En cette fin de mois d'octobre, il a été procédé à la distribution de 568 logements, tous types confondus. C'est ainsi qu'à Sig 340 citoyens ont reçu les clefs de logements sociaux-participatifs alors qu'à Oued El-Abtal seront attribués 80 logements type social-locatif à l'instar des communes de Tizi, Maoussa et Chorfa où seront distribués respectivement 71, 37 et 20 logements. Dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire, la localité de Oued El-Abtal en a bénéficié de 20.

Les chauffeurs de taxi clandestins font la loi

Plus que jamais, les taxieurs clandestins font la loi dans la ville de Mascara en toute impunité. Sur la place Emir- Abdelkader, au centre-ville, ils sont de plus en plus nombreux à squatter les lieux en face du jardin public au demeurant réservé aux taxieurs, causant des désagréments tant pour ceux-ci que pour leurs clients qui doivent remonter plus haut pour en attendre un même à proximité de la banque. Les clandestins obstruent volontairement l'espace. En taxi, c'est 40 DA la course alors que le clandestin vous demande 50 DA. Pis encore, sur la rue Ould-Kablia-Nordine, ce sont les riverains qui se plaignent des clandestins qui viennent se garer jusque devant leurs habitations. Il faut dire que le laxisme ne peut qu'encourager ce genre de choses.

M. Meddeber

SÉTIF

Drame lors d'un cortège nuptial

Un grave accident de la circulation est survenu, vendredi, en début d'après-midi, au niveau de l'entrée de la ville de Aïn-Azel, située à 45 km au sud du chef-lieu de wilaya, coûtant la vie à quatre personnes d'une même famille et blessant grièvement deux autres.

Selon les premières informations, la voiture à bord de laquelle avaient pris place les six personnes, et qui faisait partie d'un cortège nuptial, est entrée en collision avec un autre véhicule venant en sens inverse. Les victimes ont été aussitôt évacuées par les éléments de la Protection civile vers l'hôpital de Aïn-Azel où deux d'entre elles décéderont au service des urgences. Les deux autres victimes, une femme et un enfant, rendront l'âme à leur arrivée au Centre hospitalier-universitaire de Sétif.

Quant aux blessés, deux femmes en l'occurrence, sont toujours soumis aux soins intensifs, au niveau du même établissement hospitalier, vu la gravité de leurs blessures. De son côté, la brigade de Gendarmerie nationale a ouvert une enquête pour déterminer les causes exactes de cet effroyable accident qui a transformé une fête de mariage en un véritable drame. Mais il ressort des premières constations des gendarmes que la vitesse et le non-respect du code de la route sont à l'origine de cette tragédie.

Imed Sellami